Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Retraites-la-faillite-du-modele-chilien>

Retraites : la faillite du modèle chilien

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : lundi 20 février 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Lamia Oualalou

Le Figaro, 19 janvier 2006

Il a fait des jaloux dans le monde entier, suscité les éloges du président américain George Bush et, pourtant, les Chiliens n'en veulent plus. Le régime de retraite par capitalisation, adopté il y a un quart de siècle par le gouvernement du dictateur Augusto Pinochet, est en voie d'effondrement. Censé résoudre les problèmes posés par la chute du taux de natalité et l'allongement de l'espérance de vie, il a été au coeur des débats de la campagne présidentielle remportée dimanche par Michelle Bachelet.

« Ce sera ma grande réforme », a promis la première femme présidente du Chili. Michelle Bachelet s'est engagée à présenter devant le Congrès un projet de loi dans les six premiers mois de son mandat. Car il y a urgence. Selon les projections, la moitié des 7 millions de titulaires de comptes épargne-retraite, gérés par des sociétés administratrices de fonds de pension (AFPS), toucheront le jour de leur départ en retraite une somme mensuelle inférieure à la pension minimum, d'environ 130 dollars - une somme insuffisante pour vivre.

Qu'est-ce qui a mal tourné ? Théoriquement, le modèle imaginé par José Pinera, ministre du Travail entre 1978 et 1980, oblige tous les salariés à placer 10 à 12% de leur salaire mensuel sur un compte épargne-retraite, géré par les fonds de pension AFPS. Investis en actions ou obligations, ces capitaux constituent une importante épargne locale capable de financer le développement, affichant une rentabilité de 26% en moyenne sur les douze dernières années.

Beaucoup de pays voisins (Argentine, Bolivie, Colombie, Mexique, Pérou, Salvador, Uruguay) ont copié le système chilien. Avec ses problèmes. Car pour avoir droit à la pension minimum, le salarié doit en principe cotiser vingt années sans interruption. « Seulement 55% de la population active cotise actuellement à une caisse de retraite et, parmi eux, la moitié ne le font que sur une période ne dépassant pas 60% de leur vie active », souligne l'OCDE dans son dernier rapport consacré au Chili.

Commissions mirobolantes

Les femmes et les salariés indépendants, qui ne sont pas obligés de cotiser, sont les grands oubliés de la réforme, tout comme les jeunes. Abonnés aux contrats précaires, mal payés et de courte durée, qui émaillent leur vie professionnelle, « flexibilité » oblige, ils sont incapables de cotiser régulièrement. « Or ce sont les premières années de la vie active qui déterminent le montant de la pension », poursuit l'OCDE. Ceux qui ont la chance de faire partie du système ne cachent pas leur colère face aux mirobolantes commissions de gestion des comptes prélevées par les AFPS, oscillant entre 10 et 30% des fonds déposés par chaque salarié.

La moitié des actifs sans retraite, après avoir pourtant cotisé des années, c'est intenable pour un gouvernement, même libéral. L'Etat verse donc aux plus démunis une pension d'assistance qui, à terme, menace l'excédent budgétaire dont la coalition de centre-gauche au pouvoir est si fière. La valeur des pensions d'assistance représente actuellement la moitié de la pension minimum et l'OCDE s'inquiète : « Cette disparité ne sera sans doute pas tolérable politiquement au fil des années. »